

Spéciale L'Isle-en-Dodon



Réactions des élus après la venue de la CGT Finances Publiques 31 sur le marché de l'Isle-en-Dodon le samedi 25 juin.



Trésorerie : la colère des maires du canton

Samedi 4 juillet 2015



La colère était perceptible dans les paroles des maires et déjà des idées ont circulé, pour se mobiliser et manifester leur réprobation à cette fermeture.

Samedi sur le marché, les maires du canton ont réagi à l'annonce de la fermeture de la trésorerie et la colère grondait déjà dans leurs paroles. Voici les différents témoignages des élus. **«Il faudrait qu'on retourne au papier, qu'on refuse la dématérialisation, qu'on arrête tout, ça les ferait réfléchir !»**, Victoria Lacoste Agassac.

«Nous, on est une génération Internet mais c'est sûr que les anciens ont besoin de cette proximité qu'il faut que l'on garde», Thierry Plante Mauvezin.

«On est déjà dans une zone défavorisée, tous les services de l'État sont en train de partir. On nous parle de proximité mais elle va être à 80 km, ça n'est pas possible. On cherche aujourd'hui à faire venir des entreprises, comment voulez-vous qu'elles viennent, que des jeunes s'installent alors que l'on nous vide de ce qui est essentiel ? Il faut vraiment s'unir et se défendre pour garder la perception», Loïc de Bretagne, adjoint à l'Isle-en-Dodon.

«On est de plus en plus abandonné dans le canton. On est décentralisé par rapport à Boulogne, on a le sentiment d'être abandonné. Nouveau maire, on a quand même les mêmes démarches à faire que les autres maires des autres cantons qui ont des perceptions à côté. Si je dois aller à Boulogne, je vais perdre la matinée pour porter des dossiers. C'est du bénévolat», Alain Fréchou Boissède.

«Je suis contre. Le jour où il faudra manifester, on viendra», Valentin Biason Puymaurin.

«On a déjà isolé L'Isle-en-Dodon dans ce nouveau canton. Je suis pour qu'on se batte !», Christiane Larrieu Castelgaillard.

«On est contre, d'autant que c'est un secteur public qu'on doit préserver pour la proximité de la population rurale», Maryse Toulon Martisserre.

«En 2008, nous étions présents au Bois-Perché et à Aurignac. Suite à ça, nous avons rencontré la direction des Finances Publiques. La collectivité a investi pour offrir deux bureaux aux Finances Publiques à L'Isle. Ça a été financé avec des deniers publics, je voudrais que les Finances Publiques prennent en compte cet aspect-là. Ce sont nos impôts qui ont financé deux bureaux que l'on a mis gratuitement à la disposition des Finances Publiques. **Peut-être qu'un jour, au lieu de sortir les écharpes, on sortira les fourches !»**, Gilbert Sioutac Lilhac.